

1<sup>ère</sup> Circonscription du Puy-de-Dôme

## ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 19 MARS 1978

## SCRUTIN DE BALLOTAGE

**Pierre PASCALLON**candidat du  
**Rassemblement Pour la République****Robert PÉROL**

suppléant

**Candidats R P R  
UNION DE LA MAJORITÉ**

Chère Madame, chère Mademoiselle, cher Monsieur,

Permettez-nous d'abord de venir vous remercier très sincèrement pour la confiance que vous nous avez témoignée lors du 1<sup>er</sup> tour de scrutin puisque avec 20 412 suffrages, vous nous avez placé largement en tête des candidats de la Majorité. Nous devenons ainsi les candidats de toute cette Majorité pour le deuxième tour de scrutin.

Quel est le choix qui vous est offert finalement pour ce second tour des élections législatives dans cette première circonscription du Puy de Dôme ? L'alternative finalement est simple. Soit vous décidez de reconduire un député socialiste, soit vous faites confiance aux hommes du changement

## ● Elire à nouveau un député socialiste ?

- Vous devez mesurer les conséquences de votre geste au niveau national. Il est clair que de plus en plus, à des seules fins basement électoralistes, François MITTERRAND cède à toutes les exigences communistes, c'est-à-dire entraîne notre pays dans la voie d'un modèle de civilisation collectiviste que notre nation refuse pourtant dans sa très large majorité.

Votre député socialiste local n'échappera pas à cette position d'otage bien que son suppléant, Monsieur GUILLON, nous déclarait dimanche 12 Mars 1978 à la Mairie de Billom qu'il n'avait rien de commun avec Monique PERRIER et les communistes.

- Au niveau local, votre futur député socialiste ne pourrait que prolonger une politique qui nous est désormais familière et dont les résultats ne sont pas des plus encourageants. Depuis plus de 30 ans, les socialistes monopolisent en effet la vie politique dans cette circonscription et dans ce département : ils détiennent la Mairie de CLERMONT-FERRAND ainsi que celle de la plupart des communes de la 1<sup>ère</sup> circonscription ; ils ont la présidence du Conseil Général et maintenant celle du Conseil Régional. A tous ces niveaux des budgets importants sont votés chaque année. Depuis 30 ans des orientations plus sociales auraient pu être données dans cette circonscription, dans ce département.

Qu'en est-il ? ?

CLERMONT a-t-il un meilleur urbanisme que les autres villes de France, a-t-il plus de crèches, plus de bibliothèques, plus d'équipements sociaux ? CLERMONT a-t-il de meilleurs transports en commun ? (Monsieur GUILLON est pourtant Président du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération Clermontoise).

Vouloir faire supporter tous les torts aux hommes de la majorité actuelle est une tromperie, à laquelle s'emploient Mrs POURCHON et GUILLON. Ils ont des comptes à nous rendre au niveau local et leur seule attitude est de faire endosser à d'autres la responsabilité de leurs actes.

- le bilan des trente dernières années sur la 1<sup>ère</sup> circonscription, c'est EUX
- le changement à Clermont Plaine : c'est NOUS

## ● Oui, il vous faut élire les hommes du changement. Nous sommes les seuls en effet porteurs d'espoir tant au niveau national qu'au plan local.

- Au niveau national, nous sommes bien les seuls, face à la crise actuelle, avec ses aspects externes inquiétants (guerre commerciale et monétaire), ses conséquences internes préoccupantes (inflation et chômage), à apporter les solutions adéquates pour faire face à cette situation très difficile.

Que souhaitons-nous faire en effet ? Disons — pour en rester à l'essentiel — que dans le cadre du manifeste de la Majorité :

- Nous voulons que la France soit indépendante, respectée et défendue, sans compromis et sans allégeance à quiconque.
- Nous voulons que soit assurée la Sécurité des Personnes et des Biens dans le respect des Institutions que le Peuple Français s'est librement données.
- Nous voulons surtout une nouvelle politique économique et sociale.

- Une nouvelle politique économique ? La priorité des priorités est, pour nous, le plein emploi, le droit au travail : « Dire non au chômage est une



exigence qui doit se situer désormais au centre de toute politique économique et sociale» (J. CHIRAC.) Comment y parvenir ? Par une politique offensive de l'emploi qui passe par deux axes :

1) Actions pour libérer des emplois : en diminuant progressivement la durée du travail, en mettant au point une retraite à la carte entre 60 et 65 ans, en assainissant le marché du travail par une meilleure maîtrise du travail temporaire et surtout du travail au noir, etc...

2) Actions pour créer des emplois : en visant à retrouver une croissance plus soutenue grâce à une relance de l'investissement privé et public (par le budget) et une relance de la consommation par le biais de dégrèvements fiscaux. Cette politique volontariste devra s'appuyer sur une planification démocratique «à la française», sur «l'ardente obligation» dont parlait le Général De GAULLE.

— une nouvelle politique sociale ?

— qui s'attache à poursuivre la transformation des rapports sociaux, en reprenant la voie de la participation ouverte par le chef de la France libre. Cette participation doit aller de pair avec le maintien du pouvoir de contestation, ce que permet la loi de décembre 1968 qui assure la pleine et entière reconnaissance du fait syndical dans l'entreprise ;

— qui s'attache à réduire les inégalités de revenus (relèvement des bas salaires, resserrement de l'échelle des rémunérations)

— qui s'attache à réduire les inégalités de patrimoine par la mise en place d'un impôt sur la fortune

— qui s'attache encore à renforcer la solidarité nationale en faveur de la famille, des personnes âgées, des handicapés, des isolés et de façon générale, des plus défavorisés de notre pays.

Là encore, cette nouvelle politique sociale est à inscrire dans le cadre d'un plan social librement débattu entre partenaires sociaux, plan social qui serait naturellement lié au plan économique, indissociable même de celui-ci dont il sera un autre volet.

— Cette thérapeutique, précisée au plan national, a bien sûr ses implications au plan local auvergnat.

— C'est assez dire qu'à ce niveau nous souhaitons instaurer la participation, établir un dialogue vrai avec les électrices et les électeurs de cette circonscription, comme nous l'avons fait durant cette campagne jusque dans le plus petit village. Nous nous engageons à poursuivre cet effort de dialogue et de rencontre en tenant régulièrement des permanences au niveau des mairies de toutes les communes, ce qui n'a jamais été fait à ce jour de façon régulière par les élus actuels.

— C'est assez dire que nous souhaitons oeuvrer demain de façon très active pour une politique de développement harmonieux de notre circonscription, du Puy de Dôme et de la région.

○ En ce qui concerne le Grand Clermont (Clermont, Cournon-d'Auvergne, Gerzat, etc...), il est juste temps de mettre en place un développement plus équilibré de l'agglomération clermontoise.

○ En ce qui concerne les cantons ruraux (Billom, Saint-Dier, Vertaizon...), il est urgent de mettre en oeuvre un développement plus volontaire un «développement rural modernisé» qui s'attache à préserver et améliorer les structures de notre milieu rural, à assurer la parité à ce milieu rural à valoriser sur place les potentialités de ce milieu rural.

Oui, le 12 Mars 1978, l'enjeu est grave. Vous êtes la chance de la France.

Vous devez nous faire confiance. Nous comptons sur chacune et chacun d'entre vous.

Aidez-nous, pour notre cher pays, pour notre chère Région.

Pierre PASCALLON  
Remplaçant éventuel  
Robert PÉROL

# Votez Pierre PASCALLON Robert PÉROL

**Candidats R P R  
UNION DE LA MAJORITÉ**